

L'ÉTAT DES LIEUX ET LA GESTION DES RÉSIDUS ULTIMES

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

Commentaire

présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

par

Marise Mathieu
et
Jena Webb

pour

Mères au front-Rosemère et environs

le vendredi, 14 mai 2021

Au président, M. Joseph Zayed
Au commissaire, M. Pierre Renaud

Messieurs,

Nous présentons ce mémoire pour notre groupe de Mères au front-Rosemère et environs. Les Mères au front sont des regroupements, provincial et régionaux, de mères, de grands-mères et même d'arrière-grands-mères, ainsi que d'allié.es, qui se sont donné la mission de protéger nos enfants et la vie sur Terre face à l'urgence climatique. Notre sous-groupe inclut des mères et grands-mères de Rosemère, Sainte-Thérèse, Saint-Eustache et Deux-Montagnes.

Ce BAPE qui se penche sur la gestion des résidus ultimes nous intéresse, parce que l'enfouissement de nos déchets est une source de gaz à effet de serre, qui eux-mêmes entraînent l'augmentation de la température et des risques de plus en plus grands pour la vie sur Terre. Nous sommes heureuses de collaborer à la réflexion du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques dans son désir de faire l'état des lieux et de faire le portrait de ce qui se dessine pour les 20 prochaines années quant à l'enfouissement des résidus ultimes.

La production des déchets commence par un désir, un besoin pour un produit. Pour répondre à ce désir ou ce besoin, on crée, on produit et on consomme – puis on jette. Donc chaque déchet a une histoire fort complexe et interdisciplinaire qui requiert un regard sur le cycle de vie de l'objet, sur nos valeurs et sur nos comportements.

Les sociétés humaines ont, de tout temps, produit des matières résiduelles dont ils ont disposé de différentes manières. La quantité et la nature de ces déchets ont toutefois changé de façon importante au cours des dernières décennies, appelant de nouvelles stratégies de gestion pour traiter et éliminer ces déchets sans compromettre la santé humaine et l'environnement. Or, de par leur nature et leurs impacts potentiels, ces stratégies soulèvent plusieurs questions complexes qui appellent des réponses nuancées, tant pour les chercheurs que pour les personnes appelées à intervenir sur ces enjeux, que ce soit localement ou à plus grande échelle. Quel rôle peuvent jouer les citoyens, les chercheurs, les entreprises et les pouvoirs publics pour faire en sorte que le Québec soit à l'avant-garde en matière de gestion des matières résiduelles? En participant à ce BAPE sur les résidus ultimes, nous tentons de jouer, au moins un peu, notre rôle.

Nous avons choisi de partir de notre quotidien et d'illustrer notre propos à l'aide d'exemples tirés de notre vécu dans nos vies personnelles de citoyennes. Nous nous sommes inspirées de nos discussions et réflexions de mères à propos des déchets que nous produisons et gérons du mieux que nous pouvons.

Dans les banlieues que nous habitons, nous avons vu s'ajouter à nos bacs de déchets, tour à tour, les bacs de recyclage et les bacs de compostage, ce qui constitue en soi un premier pas et une belle amélioration. Malheureusement, force est de constater, quand, par exemple, nous suivons les discussions sur des plateformes communautaires de nos municipalités ou quand nous observons les rebuts les jours de collecte, que les définitions même de recyclage ou de

résidus ultimes ne sont pas claires et que les citoyen.nes vivent beaucoup de frustration quant aux services de gestion des matières résiduelles de leur ville, tout en faisant preuve, parfois, d'insouciance dans leur utilisation de ces services.

Nous pensons qu'une définition claire, élaborée au niveau provincial, diffusée et imposée aux paliers tant régionaux que municipaux aurait un impact certain sur les pratiques de chacun.e. Dans son guide d'accompagnement à ces audiences publiques, le ministère indique que la notion de résidu ultime est « évolutive dans le temps en fonction des mesures qui seront mises en place pour détourner les matières de l'élimination »¹. Nous pensons plutôt, comme le propose Équiterre, qu'un résidu ultime doit être clairement défini comme une matière qui n'est ni recyclable, ni compostable ou qui n'offre aucune possibilité d'être réemployée². Nous évoquerons ici des problèmes reliés à ces 3 aspects l'un à la suite de l'autre, soit le recyclage, le compostage et le réemploi. Nous ajouterons ensuite quelques remarques sur l'importance de garantir, entre autres, une équité sociale et une équité de genre face aux enjeux de la gestion des déchets.

Premièrement, nous entendons et lisons de plus en plus qu'une très petite part de nos bacs de recyclage est réellement recyclée, le reste étant finalement dirigé vers les sites d'enfouissement. Nous avons trop souvent l'impression de faire un effort inutile et d'être flouées. Il nous apparaît donc qu'une meilleure information quant aux matières recyclables doit être instaurée pour les citoyen.nes, mais qu'en plus, des normes de production, par exemple des emballages, doivent être instaurées pour que l'industrie cesse d'utiliser des matières qui ne se recyclent pas. Nous pensons tout de suite au plastique numéro 6, pour lequel il n'existe aucune facilité de recyclage : nous comprenons mal qu'il soit encore permis de l'utiliser, quand nous savons qu'il est destiné au bac à déchets! Nous croyons que la force d'une directive gouvernementale et l'instauration de dates limites rapprochées pour s'y conformer pourraient avoir plus d'impact que de laisser seulement chaque industrie faire preuve de bonne volonté.

Une autre partie de cet effort qui nous semble parfois inutile, c'est quand notre volonté de réduire la quantité de matière de nous mettons au bac de recyclage se bute à la difficulté de trouver des produits en vrac et à l'omniprésence du suremballage, souvent constitué de plastiques à usage unique. Malgré la covid, les petites épiceries locales d'achat en vrac ont continué à fonctionner sans qu'on évoque d'éclosions reliées à l'achat dans ces lieux. Il est temps que le gouvernement facilite, encourage et publicise clairement l'implantation de telles ressources, à la grandeur de la province. Il est temps aussi que le gouvernement provincial reprenne à son compte les initiatives de plusieurs municipalités qui vont dans le sens d'une diminution, voire d'une interdiction des emballages et objets à usage unique et les généralisent à l'ensemble du territoire québécois. Nous ne doutons pas qu'un engagement de sa part à favoriser des pistes de réduction comme la décision de généraliser et même d'élargir la consigne (en cours de réalisation), la standardisation des types d'emballage ou le développement de contenants à remplissages multiples peut faire la différence dans nos bacs, puis dans les sites d'enfouissement.

Deuxièmement, du côté des bacs de compost, s'ils ont été un réel vecteur de changement dans l'élimination (ou la valorisation!) de nos déchets domestiques, il est clair qu'il reste encore des efforts à fournir pour diminuer le gaspillage alimentaire, et pas seulement dans nos cuisines, mais bien tout au long de la chaîne de production et de distribution. On parle ici de 58% de la

nourriture produite qui ne serait pas mangée!³ Encore ici, nous croyons que le gouvernement a les moyens de faire la promotion de meilleures pratiques, d'assurer l'éducation de tous et toutes face à cet enjeu et même de mettre en place des mesures plus serrées de contrôle ou d'encouragement des meilleures pratiques. Par exemple, la mise-en-place d'un programme éducatif de compostage à l'école serait un exemple de moyen d'éduquer les jeunes de demain et même de rejoindre ainsi leurs parents. De plus, au travers de l'ensemble de ses ministères, organismes et bureaux, le gouvernement peut et doit être exemplaire. Il est temps que le Québec se dote d'une politique anti-gaspillage alimentaire large et forte.

Troisièmement, nous croyons, même si nous l'avons placé en troisième position dans notre énumération, que le réemploi (et son corollaire, la durabilité) est un axe d'intervention prioritaire pour diminuer la quantité de déchets à enfouir : le déchet qui pollue le moins est sans conteste celui qu'on n'a pas produit! Ainsi, il est primordial que nous puissions garder nos objets longtemps, qu'ils soient conçus pour durer et que nous puissions les faire réparer facilement et à un coût moindre que le coût de remplacement. Il nous apparaît que le gouvernement doit encourager et soutenir l'écoconception et même légiférer pour lutter contre certaines formes d'obsolescence ou encadrer l'information sur la durabilité d'un produit. Au fil du temps, quand nos besoins changent, des mesures pour faciliter le réemploi, par l'échange, la revente ou le don nous semblent des pistes de solution. Encore ici, documenter les impacts positifs du réemploi et du partage, sensibiliser au gaspillage d'objets, soutenir les entreprises d'économie sociale actives dans le domaine du réemploi représentent autant de mesures prometteuses. Une économie québécoise qui se dit verte et durable doit inclure l'économie circulaire parmi ses pratiques.

Finalement, en conséquence de notre mode de disposition des déchets et du lieu des dépotoirs, nous devons prendre en compte que différentes personnes de différents secteurs de la société sont exposées à des problèmes de santé et à des problèmes environnementaux associés aux déchets. Le type d'exposition influe différemment selon les diverses échelles géographiques et sociales et nous devons faire en sorte de penser aussi en terme d'équité la gestion de nos déchets.

D'autre part, des sondages tendent à montrer que les femmes seraient en général « plus vertes »⁴ que les hommes dans notre société. Cette préoccupation s'ajoute à la longue liste de tâches et de rôles qui accaparent le temps et les pensées des femmes et qui contribuent à cette « charge mentale » souvent évoquée par elles. Comme mères et grands-mères, nous sommes sensibles à ce poids et souhaitons que la gestion « au quotidien » des résidus soit balisée de règles claires et plus uniformes, qu'elle soit simplifiée et entraîne moins de frustration ou de culpabilité. C'est une question d'équité!

Nous croyons sincèrement que cet exercice d'examen de la situation actuelle de la gestion des résidus ultimes est une occasion en or pour améliorer les pratiques déjà instaurées et mettre en place des actions pour mobiliser toutes les parties, des citoyen.nes aux acteurs tant des différents paliers gouvernementaux que des secteurs de production et de distribution dans le but de diminuer nos matières résiduelles et, par là, contrôler l'expansion des besoins d'enfouissement et, conséquemment, notre empreinte environnementale et les injustices sociales qu'elles peuvent entraîner.

Ces problèmes sont complexes et on ne peut y répondre qu'en mettant à la même table des gens aux perspectives, aux connaissances et aux expertises différentes. Le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministère de l'environnement et de la lutte aux changements climatiques, doit agir comme un leader dans ce vaste programme en informant, éduquant, sollicitant tous les acteurs et en légiférant pour diminuer des pratiques nuisibles, par exemple l'obsolescence ou le gaspillage alimentaire, et favoriser l'élargissement des pratiques gagnantes, par exemple l'achat en vrac ou le réemploi.

Messieurs,

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de nous lire et d'étudier nos quelques propositions.

Marise Mathieu

Jena Webb

pour Mères au front-Rosemère et environs

1. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/dossiers/etat-lieux-et-gestion-residus-ultimes/>
2. <https://www.equiterre.org/actualite/melons-nous-de-nos-dechets-participez-au-bape-sur-les-residus-ultimes>
3. <https://secondharvest.ca/research/the-avoidable-crisis-of-food-waste/>
4. <https://www.independent.co.uk/climate-change/news/recycling-environmentalism-gender-sexual-orientation-gay-a9045751.html>